

Réunion des grandes économies à Honolulu : la lutte contre les changements climatiques sur la mauvaise voie.

La réunion des grandes économies (« Major Economies Meeting », MEM) organisée à Honolulu, aux États-Unis, les 30 et 31 janvier, n'est qu'une tentative de l'administration Bush de contrecarrer les critiques de la communauté internationale, qui dénonce son inertie sur la question des changements climatiques.

Le président américain George Bush souhaite inscrire cette réunion dans le cadre d'une série de rencontres qui se dérouleront jusqu'au mois de juillet 2008. Mais cette démarche, initiée en septembre 2007 à Washington, n'enthousiasme pas les autres pays qui consentent participer à ces réunions plus par courtoisie que par conviction. La première réunion à Washington a même été qualifiée de « pure mascarade » par un haut fonctionnaire américain. Pour Greenpeace, les gouvernements doivent concentrer leurs efforts sur les négociations qui se tiennent à l'échelle mondiale dans le cadre des Nations unies, et qui doivent aboutir d'ici à décembre 2009, à des engagements renforcés des gouvernements sur la période post-2012.

Lors des négociations des Nations unies qui se sont tenues en décembre à Bali, en Indonésie, l'obscur agenda de l'administration Bush s'est finalement révélé clair et limpide pour tous : ils ont complètement édulcoré le mandat de Bali, reléguant l'expertise scientifique sur les questions climatiques à une simple note de bas de page. Par leur attitude arrogante et égoïste, les représentants américains se sont ridiculisés devant l'ensemble de la communauté internationale, avant de finir par daigner accepter un consensus médiocre.

L'Union européenne a cherché à isoler les États-Unis, évoquant l'inutilité des futurs pourparlers sur le climat initiés par l'administration Bush en cas d'échec des négociations. Cette menace a finalement forcé les États-Unis à accepter de nouvelles négociations dans le cadre de la convention des Nations unies sur le changement climatique (UNFCCC). C'est dans ce cadre onusien du protocole de Kyoto qu'ont été initiées les seules avancées. C'est dans le cadre de Kyoto que les gouvernements se sont accordés sur ce que la science exige : les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions d'au moins 25 à 50 % d'ici à 2020 (par rapport aux niveaux de 1990). Les États-Unis, seul pays industrialisé à ne pas avoir ratifié le protocole de Kyoto, sont de toute évidence le pire hôte pour la première grande réunion climatique de l'année.

Bien que la réunion d'Honolulu s'intitule « Développer une contribution détaillée en soutien à la feuille de route de Bali pour les négociations des Nations unies », elle risque de saper les négociations qui se tiennent dans le cadre onusien. À l'occasion du Sommet du G8 en Allemagne, le Président Bush a certes été contraint d'accepter officiellement que le MEM contribue aux négociations onusiennes. Il continue cependant d'utiliser le MEM pour substituer des engagements internationaux contraignants à des promesses volontaires sur des objectifs virtuels. Hostile à tout engagement international contraignant qui lui imposerait une réduction (drastique) de ses émissions de gaz à effet de serre, l'agenda de Bush est incompatible avec les contraintes que nous impose la science.

Les pays réunis à Honolulu sont : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni et Russie. Les représentants des Nations Unies, la présidence de l'Union européenne et la Commission de l'Union européenne assistent également à la rencontre. Une réunion en grande partie fermée à la presse, et complètement fermée à la participation des ONG. Les demandes des ONG pour avoir le statut d'observateur ont été rejetées.

S'attaquer aux changements climatiques

Les pays réunis à Honolulu sont responsables plus de 90 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. Plus de 80 % des émissions dans l'atmosphère aujourd'hui proviennent des pays du G8. Une véritable action des pays rassemblés à Honolulu permettrait de réduire massivement les émissions. Mais cela exigerait des mesures **contraignantes** pour les pays industrialisés, mesures que les États-Unis rejettent.

Bush s'est toujours opposé aux plafonnements obligatoires des émissions de gaz à effet de serre, préférant à la place des efforts d'investissements dans des technologies propres. Il estime que Kyoto, qui ne contraint pour le moment que les nations industrialisées, nuit à l'économie américaine et que les pays en développement sont exclus à tort des objectifs fixés sur la première période d'engagement, 2008-2012.

Pourtant les entreprises américaines soutiennent la fixation de seuils contraignants d'émissions. Plus d'une vingtaine des plus grandes comme Ford, General Electric, GM, Dupont, Duke Energy et Chrysler appellent à un plafonnement national et à la mise en place d'un système de marché pour commencer à réduire dès aujourd'hui les émissions, afin de parvenir à une réduction de 60 à 80 % d'ici 2050. Greenpeace pense que des réductions encore plus massives sont nécessaires. Mais la direction et l'approche proposées sont correctes.

L'Union européenne, la Chine et les autres pays participants au MEM ont été sans équivoque sur leur soutien au protocole de Kyoto lors des négociations à Bali. A Honolulu, ils doivent réaffirmer leurs positions. En dépit des obstructions américaines, des négociations décisives sur le renforcement du régime climatique mondial pour la période post-2012 ont été lancées à Bali. Ces négociations doivent désormais recevoir le soutien de l'ensemble de la communauté internationale. C'est dans ce cadre que des questions clés, et notamment l'accord pour réduire les émissions mondiales d'au moins 50 % d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 1990, exigé par la science, doivent se concrétiser.

L'initiative Bush : une diversion qui mène à l'impasse

Ces réunions donnent l'illusion que l'administration américaine travaille en attendant le départ de Bush. Après sept ans d'obstruction, l'administration essaie de paraître active dans ce domaine – mais ce n'est qu'un leurre. L'administration Bush réalise qu'elle a perdu la confiance de la communauté internationale mais aussi celle du peuple américain. Elle voit en ces réunions MEM sa dernière chance de clore un accord avant l'arrivée d'une nouvelle administration qui prendra des positions plus fermes en matière de dérèglement climatique. L'ensemble des candidats démocrates à la présidence ainsi que deux à trois candidats sérieux côté républicain soutiennent l'avènement de mesures drastiques sur les émissions de gaz à effet de serre par le biais d'un système de plafonnement et de marché.

Bush est un « canard boiteux » et ne sera plus à la présidence des États-Unis lors de la conclusion du deuxième accord mondial sur le climat qui se déroulera à Copenhague, en 2009. Les pays les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques ne sont même pas invités à Honolulu, ce qui est moralement inacceptable.